



ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ
ΤΗ 8 ΙΟΥΛΙΟΥ 1974

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ

ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ
194

ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΑ ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

Ν. Δ. 456. Περί κυρώσεως τῆς ἐν Ἀθήναις ὑπογραφείσης τὴν 16ην Νοεμβρίου 1973, μεταξύ τῶν Κυβερνήσεων τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Βουλγαρίας, Συμφωνίας ἀφορώσης εἰς τὰς ὑπηρεσίας Ταχυδρομείων καὶ Τηλεπικοινωνιῶν. 1

ΑΠΟΦΑΣΕΙΣ

Περί ἐγκρίσεως τοῦ ἐν Ἀθήναις τὴν 19ην Ἰανουαρίου 1974 ὑπογραφέντος ἑξ ἑξὶ Προσθέτου Πρωτοκόλλου εἰς τὴν Μακροπρόθεσμον Ἐμπορικὴν Συμφωνίαν μεταξύ Ἑλλάδος—Γιουγκοσλαβίας. 2

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΑ ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

(1)

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΟΝ ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 456

Περί κυρώσεως τῆς ἐν Ἀθήναις ὑπογραφείσης τὴν 16ην Νοεμβρίου 1973, μεταξύ τῶν Κυβερνήσεων τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Βουλγαρίας, Συμφωνίας ἀφορώσης εἰς τὰς ὑπηρεσίας Ταχυδρομείων καὶ Τηλεπικοινωνιῶν.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Προτάσει τοῦ Ἡμετέρου Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου ἀπερσάσαμεν καὶ διατάσσομεν :

Ἄρθρον πρῶτον.

Κυροῦται καὶ κτᾶται ἰσχὺν νόμου ἡ ὑπογραφεῖσα ἐν Ἀθήναις τὴν 16ην Νοεμβρίου 1973, μεταξύ τῶν Κυβερνήσεων τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Βουλγαρίας, Συμφωνία ἀφορώσα εἰς τὰς ὑπηρεσίας Ταχυδρομείων καὶ Τηλεπικοινωνιῶν ἣς τὸ κείμενον ἐν γαλλικῷ πρωτοτύπῳ καὶ ἐλληνικῇ μεταφράσει, ἐπεταὶ κατωτέρω :

ACCORD

entre le Gouvernement de la République Hellénique et le Gouvernement de la République populaire de Bulgarie concernant les services des postes et télécommunications.

Le Gouvernement de la République Hellénique et le Gouvernement de la République populaire de Bulgarie.

sortant du désir d'un plus grand élargissement des relations amicales entre des deux peuples, dans leur intention de développer et d'approfondir les relations économiques et culturelles,

ont convenu de conclure le présent Accord et à cet effet ont autorisé :

le Gouvernement de la République Hellénique M. Lambros Eftaxias, Ministre Suppléant de Coordination et de Planification.

le Gouvernement de la République populaire de Bulgarie M. Gueorgui Karamanev, Ministre du Commerce Intérieur et des Services.

lesquels après échange de leurs pleins pouvoirs en les trouvant en bonne et due forme, ont convenu de ce qui suit :

CHAPITRE I

DISPOSITIONS GENERALES

Article 1.

1. Dans leurs relations mutuelles, les Parties contractantes ont convenu d'effectuer un échange régulier des objets de correspondance, des colis postaux et des lettres avec valeur déclarée, conformément aux Actes valables de l'Union postale universelle.

2. Les Parties contractantes effectuent un échange régulier direct, terminal et de transit des télégrammes, des conversations téléphoniques et téléx, conformément aux dispositions valables de la Convention internationale des télécommunications et les Règlements correspondant y annexés.

Article 2.

1. La franchise postale sera appliquée à toutes sortes d'objets, concernant le service postal, qui sont échangés entre les Parties contractantes et leur bureaux de poste.

Les envois en question doivent porter la mention «service des postes».

2. La franchise de taxes télégraphiques, téléphoniques et téléx s'applique dans tous les cas relatifs à l'exploitation et à l'entretien des équipements et des installations de télécommunications entre les Parties contractantes ou entre leurs services.

Article 3.

Dans leur correspondance mutuelle relative aux services postaux et de télécommunications, ainsi que dans les conversations entre les opératrices des services de télécommunications, les Parties contractantes et leurs bureaux utiliseront la langue française ou anglaise, en utilisant également les phrases abrégées, prévues dans le service international.

Article 4.

Chacune des Parties contractantes utilisera autant que possible, les communications postales aériennes et de surface, ainsi que les liaisons des télécommunications de l'autre Partie contractante pour acheminer son trafic pour des tiers pays. A cet effet, les Parties contractantes se communiqueront, en temps utile et directement, tous les renseignements nécessaires.

Article 5.

1. Dans leur trafic mutuel terminal et de transit les Parties contractantes prendront toutes mesures nécessaires, afin d'accélérer et d'assurer un échange, sans obstacles, des envois postaux et des expéditions et l'écoulement normal du trafic des télécommunications.

2. En cas d'insuffisance de circuits de télécommunications terminales et de transit, chaque Partie contractante fera tout son possible pour leur augmentation, afin de satisfaire les besoins de circuits de l'autre Partie contractante.

Article 6.

Les Parties contractantes examineront régulièrement l'exécution des services et les dimensions des taxes relatives au trafic postal de télécommunications, échangé entre eux, avec but de simplifier les services et les décomptes, ainsi que d'appliquer éventuellement, de taxes plus favorables pour le trafic échangé entre eux.

CHAPITRE II

Dispositions relatives au service postal

Article 7.

1. Dans leur trafic mutuel et de transit les Parties contractantes échangeront entre elles information sur les modifications relatives aux restrictions de l'importation de marchandises au moyen des envois postaux.

2. Tous les envois renvoyés à l'origine doivent porter une mention indiquant la cause de la non-remise.

Article 8.

1. Les Parties contractantes désigneront, d'un commun accord, les bureaux d'échange autorisés à l'échange des dépêches de la poste aux lettres et des colis postaux. Chaque modification doit être annoncée à l'avance à l'autre Partie contractante. Les Parties contractantes se signaleront mutuellement et à temps les dépêches de la poste aux lettres et celles des colis postaux originaires de l'une Partie contractante et à destination d'un pays tiers qui seront acheminées par le territoire de l'autre Partie contractante. Le cas échéant, les Parties contractantes se signaleront mutuellement la voie d'acheminement à employer.

2. Les dépêches originaires de l'une des Parties contractantes adressées pour les pays tiers seront expédiées par l'autre Partie contractante, par la voie la plus rapide, utilisée par celle-ci pour ses propres dépêches.

Article 9.

Dans leur service mutuel les bureaux d'échange de l'une des Parties contractantes peuvent utiliser, pour confection de leurs expéditions, les sacs postaux de l'autre Partie contractante.

Article 10.

1. Les envois recommandés échangés entre les deux Parties contractantes, sont transmis sur la base d'une inscription globale, sur les feuilles d'avis, exception faite pour les envois en transit, en transit à découvert à destination d'un tiers pays, à réexpédier et à renvoyer, lesquels seront inscrits individuellement sur les feuilles d'avis (ou sur les listes spéciales).

2. En cas de perte d'un envoi, inscrit globalement, le remboursement y relatif sera payé, à parts égales, par les Parties contractantes.

Article 11.

1. Le montant maximum de la déclaration de valeur des lettres avec valeur déclarée est fixé à 1000 (mille) francs-or.

2. Les lettres avec valeur déclarée ne peuvent contenir des objets passibles de droits de douane.

Article 12.

1. Dans leurs relations mutuelles on admet des colis ordinaires, des colis avec valeur déclarée, encombrants, et ceux avec avis de réception. Les communications sur le coupon du bulletin d'expédition sont admises.

2. Le poids maximum admis pour les colis postaux, envoyés par la voie de surface et aérienne, est fixé à 20 Kg; le montant maximum de la déclaration de valeur déclarée est fixé à 1000 francs-or pour les colis transportés par la voie de surface et aérienne.

Article 13.

Les taxes terminales et de transit revenant aux Parties contractantes pour les colis postaux, échangés entre elles, sont fixées conformément aux dispositions valables du Règlement concernant les colis postaux.

Article 14.

1. Dans leurs relations mutuelles, les colis ordinaires sont inscrits, sur la feuille de route, globalement, dans l'ordre des coupures de poids et avec l'indication de la bonification totale pour chaque coupure de poids.

2. Les colis avec valeur déclarée, les colis encombrants, réexpédiés, renvoyés, de transit et ceux en transit à découvert à destination des tiers pays, sont inscrits, sur la feuille de route, individuellement avec toutes les indications nécessaires.

Article 15.

Chacune des Parties contractantes renonce à la rémunération des frais de transport aérien à l'intérieur du pays pour les objets de correspondance et les colis originaires de l'autre Partie contractante.

CHAPITRE III

DISPOSITIONS CONCERNANT LES SERVICES DE TELECOMMUNICATIONS

Article 16.

Les Parties contractantes déploieront des efforts systématiques pour la modernisation des moyens de communication qui desservent les deux pays et notamment pour l'établissement rapide d'un réseau moderne qui remplacera la ligne aérienne qui existe actuellement.

Article 17.

Les taxes terminales et de transit des télécommunications sont fixées conformément aux dispositions des Règlements télégraphique et téléphonique, annexés à la Convention internationale des télécommunications en vigueur et conformément aux Recommandations du CCITT, en vigueur.

Article 18.

1. Dans le service télégraphique entre les deux Pays on admet les services et les catégories des télégrammes, indiqués dans le Règlement télégraphique en vigueur, sauf les télégrammes avec réponse payée.

2. Langage secret n'est pas admis dans les télégrammes privés.

Article 19.

Dans le service téléphonique entre les deux Pays sont admises les catégories des conversations téléphoniques,

indiquées dans le Règlement téléphonique en vigueur, exception faite pour les conversations payables à l'avance.

Article 20.

Le service téléx entre les deux Pays sera intégralement automatisé dès que les conditions techniques, dans les deux Pays, le permettent.

CHAPITRE IV DECOMPTE

Article 21.

1. Les comptes mutuels concernant les services postaux et de télécommunications sont établis sur la base de l'unité monétaire de franc-or, fixé dans la Convention internationale des télécommunications en vigueur et la Convention postale universelle en vigueur.

2. Les comptes concernant les services postaux et de télécommunications, indiqués dans le présent Accord, sauf les comptes du transit postal et les comptes des coupons-réponse, sont dressés par trimestre.

3. Le solde final est réglé conformément aux dispositions des Actes en vigueur de l'Union postale universelle et de l'Union internationale des télécommunications.

CHAPITRE V Collaboration Scientifique et Technique

Article 22.

1. Les Parties contractantes reconnaissent l'avantage d'une collaboration commune dans le domaine de la typisation et de l'unification des équipements et des services postaux et de télécommunications et sur les méthodes d'exploitation.

A cet effet, les Parties contractantes se renseigneront mutuellement sur leurs expériences techniques et d'exploitation, ainsi que sur les questions de la formation du personnel.

2. Les problèmes, indiqués dans le présent article, seront réglés par arrangements séparés sur la base de la collaboration commune scientifique et technique, conclue entre les Gouvernements des Parties contractantes.

CHAPITRE VI Dispositions Finales

Article 23.

Les questions qui ne sont pas traitées par le présent Accord, mais qui sont en connexion avec son exécution, sont à régler entre les Parties contractantes, par la voie de correspondance.

Article 24.

A tout ce qui n'est pas prévu par le présent Accord, dans les relations mutuelles, sont applicables les dispositions, en vigueur, de l'Union postale universelle et de l'Union internationale des télécommunications.

Article 25.

Les spécialistes des Parties contractantes peuvent effectuer chaque année des réunions, avec résidence réciproque, pour examiner l'état des services effectués dans le domaine des postes et télécommunications et pour prendre les mesures nécessaires pour leur amélioration et leur élargissement.

Article 26.

1. Le présent Accord entrera en vigueur après l'approbation de la part des Gouvernements des deux Pays et sera appliqué pour un délai indéterminé, à partir du jour de la réception de la deuxième des notes, par lesquelles les Parties contractantes s'informeront mutuellement que leurs Gouvernements l'ont approuvé.

2. Chaque Partie contractante a le droit de le dénoncer, au moyen d'un avis par écrit, donné six mois à l'avance. La dénonciation peut toucher également divers chapitres ou articles de l'Accord. Dans ce cas, l'Accord restera en vigueur pour les autres chapitres ou articles.

3. Les Parties contractantes se réservent le droit de modifier ou de compléter, d'un commun accord, les dispositions de cet Accord.

Article 27.

Le présent Accord annule l'Accord entre la République populaire de Bulgarie et le Royaume de Grèce pour des communications postales et de télécommunications signé à Athènes le 9 juillet 1964.

Article 28.

Le présent Accord est signé à Athènes le 16 novembre 1973. Il est fait en deux exemplaires originaux, en langue française. Les deux textes ont la même authenticité.

Pour le Gouvernement de la République Hellénique

Pour le Gouvernement de la République Populaire de Bulgarie

LAMBROS EFTAXIAS GUEORGUI KARAMANEV

ΣΥΜΦΩΝΙΑ

Μεταξύ της Κυβερνήσεως της Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ της Κυβερνήσεως της Λαϊκῆς Δημοκρατίας της Βουλγαρίας ἀφορῶσα εἰς τὰς Ὑπηρεσίας Ταχυδρομείων καὶ Τηλεπικοινωνιῶν.

Ἡ Κυβέρνησις της Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ ἡ Κυβέρνησις της Λαϊκῆς Δημοκρατίας της Βουλγαρίας, κινούμεναι ἐκ της ἐπιθυμίας μιᾶς μεγαλυτέρας διευρύνσεως τῶν φιλικῶν σχέσεων μεταξύ τῶν δύο λαῶν, ἐν τῇ προθέσει τῶν ὅπως ἀναπτύξουν καὶ ἐδραιώσουν τὰς οικονομικὰς καὶ πολιτιστικὰς σχέσεις, συνεφώνησαν νὰ συνάψουν τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν καὶ πρὸς τοῦτο ἐξουσιοδότησαν :

ἡ Κυβέρνησις της Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας τὸν κ. Λάμπρον Εὐτάξιαν, Ὑπουργὸν Ἀναπληρωτῆν Συντονισμοῦ καὶ Προγραμματισμοῦ,

ἡ Κυβέρνησις της Λαϊκῆς Δημοκρατίας της Βουλγαρίας, τὸν κ. Gueorgui Karamanev, Ὑπουργὸν Ἐσωτερικοῦ Ἐμπορίου καὶ Ὑπηρεσιῶν, οἱ ὅποιοι κατόπιν ἀνταλλαγῆς τῶν πληρεξουσιῶν αὐτῶν ἐγγράφων εὐρεθέντων νομοτύπως ἐν τάξει συνεφώνησαν τὰ ἀκόλουθα :

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ Ι.

Γενικαὶ Διατάξεις.

Ἄρθρον 1.

1. Εἰς τὰς ἀμοιβαίας αὐτῶν σχέσεις, τὰ συμβαλλόμενα Μέρη συνεφώνησαν νὰ πραγματοποιοῦν κανονικὴν ἀνταλλαγὴν τῶν ἀντικειμένων ἀνταποκρίσεως, τῶν ταχυδρομικῶν δεμάτων καὶ τῶν ἐπιστολῶν μετὰ δεδηλωμένης ἀξίας, συμφώνως πρὸς τὰς ἐν ἰσχύϊ Πράξεις της Παγκοσμίου Ταχυδρομικῆς Ἐνώσεως.

2. Τὰ συμβαλλόμενα Μέρη πραγματοποιοῦν κανονικὴν ἀπ' εὐθείας τερματικὴν καὶ διαβατικὴν ἀνταλλαγὴν τῶν τηλεγραφημάτων, τῶν τηλεφωνικῶν συνδιαλέξεων καὶ τηλετυπικῶν ἀνταποκρίσεων, συμφώνως πρὸς τὰς ἐν ἰσχύϊ διατάξεις της Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν καὶ τῶν εἰς ταύτην προσηρτημένων ἀντιστοίχων Κανονισμῶν.

Ἄρθρον 2.

1. Ἡ ταχυδρομικὴ ἀτέλεια θὰ ἐφαρμόζεται εἰς παντὸς εἶδους ἀντικείμενα, ἀφορῶντα εἰς τὴν ταχυδρομικὴν ὑπηρεσίαν, τὰ ὅποια ἀνταλλάσσονται μεταξύ τῶν συμβαλλόμενων Μερῶν καὶ τῶν ταχυδρομικῶν τῶν Γραφείων.

Τὰ περὶ ὧν πρόκειται ἀντικείμενα δεόν νὰ φέρουν τὴν χαρακτηριστικὴν ἐνδειξιν «Ταχυδρομικὴ Ὑπηρεσία».

2. Ἡ ἀτέλεια τηλεγραφικῶν, τηλεφωνικῶν καὶ τηλετυπικῶν τελῶν, ἐφαρμόζεται εἰς πάσας τὰς περιπτώσεις τὰς σχετικὰς μὲ τὴν ἐκμετάλλευσιν καὶ τὴν συντήρησιν τῶν τηλεπικοινωνιακῶν ἐξοπλισμῶν καὶ ἐγκαταστάσεων μεταξύ τῶν συμβαλλομένων Μερῶν ἢ μεταξύ τῶν ὑπηρεσιῶν αὐτῶν.

Ἄρθρον 3.

Εἰς τὴν ἀμοιβαίαν αὐτῶν ἀνταπόκρισιν σχετικὴν μὲ τὰς Ὑπηρεσίας Ταχυδρομείων καὶ Τηλεπικοινωνιῶν ὡς καὶ εἰς τὰς συνδιαλέξεις μεταξύ χειριστριῶν τῶν Ὑπηρεσιῶν Τηλεπικοινωνιῶν, τὰ συμβαλλόμενα Μέρη καὶ τὰ Γραφεῖα αὐτῶν θὰ χρησιμοποιοῦν τὴν γαλλικὴν ἢ ἀγγλικὴν γλῶσσαν, χρησιμοποιοῦντα ἐπίσης τὰς συντετηγμένας φράσεις τὰς προβλεπομένας εἰς τὴν Διεθνή Ὑπηρεσίαν.

Ἄρθρον 4.

Ἐκαστον τῶν συμβαλλομένων Μερῶν θὰ χρησιμοποιῆ κατὰ τὸ δυνατόν, τὰς ταχυδρομικὰς ἐπικοινωνίας ἀεροπορικὰς καὶ ἐπιφανείας, ὡς καὶ τὰς ζεύξεις τῶν Τηλεπικοινωνιῶν τοῦ ἑτέρου συμβαλλομένου Μέρους διὰ τὴν διαβίβασιν τῆς ἀνταποκρίσεως αὐτοῦ πρὸς τρίτας χώρας. Πρὸς τοῦτο, τὰ συμβαλλόμενα Μέρη θὰ ἀνακοινῶνουν μεταξύ των ἐν καιρῷ τῷ δέοντι καὶ ἀπ' εὐθείας, ὅλας τὰς ἀναγκαίας πληροφορίες.

Ἄρθρον 5.

1. Εἰς τὴν ἀμοιβαίαν αὐτῶν ἀνταπόκρισιν, τερματικὴν καὶ διαβατικὴν τὰ συμβαλλόμενα Μέρη θὰ λαμβάνουν πάντα τὰ ἀναγκαῖα μέτρα, πρὸς τὸν σκοπὸν νὰ ἐπιταχύνουν καὶ νὰ ἐξασφαλίσουν ἀνταλλαγὴν ἄνευ κωλυμάτων τῶν ταχυδρομικῶν ἀντικειμένων καὶ ἀποστολῶν καὶ τὴν κανονικὴν διοχέτευσιν τῆς τηλεπικοινωνιακῆς ἀνταποκρίσεως.

2. Ἐν περιπτώσει ἀνεπαρκείας τηλεπικοινωνιακῶν κυκλωμάτων, τερματικῶν καὶ διαβατικῶν, ἕκαστον συμβαλλόμενον Μέρος πρᾶττει πᾶν τὸ δυνατόν διὰ τὴν αὐξήσιν αὐτῶν, ἐπὶ σκοπῷ ἰκανοποιήσεως τῶν ἀναγκῶν κυκλωμάτων τοῦ ἑτέρου συμβαλλομένου Μέρους.

Ἄρθρον 6.

Τὰ συμβαλλόμενα Μέρη θὰ ἐξετάζουν κανονικῶς τὴν ἐκτέλεσιν τῶν ὑπηρεσιῶν καὶ τὰ ὄρια τῶν σχετικῶν μὲ τὴν ταχυδρομικὴν καὶ τηλεπικοινωνιακὴν ἀνταπόκρισιν τελῶν κατὰ τὴν μεταξύ των ἀνταλλαγὴν, μὲ σκοπὸν τὴν ἀπλούστευσιν τῶν ὑπηρεσιῶν καὶ τῶν λογαριασμῶν, ὡς καὶ τὴν ἐφαρμογὴν ἐνδεχομένως, εὐνοϊκωτέρων τελῶν διὰ τὴν μεταξύ αὐτῶν ἀνταλλασσομένην ἀνταπόκρισιν.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ II.

Διατάξεις σχετικαὶ μὲ τὴν Ταχυδρομικὴν Ὑπηρεσίαν.

Ἄρθρον 7.

1. Εἰς τὴν ἀμοιβαίαν αὐτῶν ἀνταπόκρισιν καὶ τὴν διαβατικὴν τοιαύτην, τὰ συμβαλλόμενα μέρη θὰ ἀνταλλάσσουν μεταξύ των πληροφορίες ἐπὶ τῶν τροποποιήσεων τῶν σχετικῶν μὲ τοὺς περιορισμοὺς εἰσαγωγῆς ἐμπορευμάτων μέσω τῶν ταχυδρομικῶν ἀποστολῶν.

2. Ἀπαντὰ τὰ εἰς τὴν καταγωγὴν ἐπιστρεφόμενα ἀντικείμενα δέον νὰ φέρουν ἔνδειξιν ἐμφαίνουσαν τὴν αἰτίαν τῆς μὴ ἐπιδόσεως.

Ἄρθρον 8.

1. Τὰ συμβαλλόμενα Μέρη θὰ καθορίσουν, διὰ κοινῆς συμφωνίας, τὰ ἀνταλλακτικὰ γραφεῖα τὰ ἐξουσιοδοτημένα μὲ τὴν ἀνταλλαγὴν ἀποστολῶν τοῦ ἐπιστολικοῦ ταχυδρομείου καὶ τῶν ταχυδρομικῶν δεμάτων. Ἐκάστη τροποποίησις δέον ὅπως ἀνακοινῶνται ἐκ τῶν προτέρων εἰς τὸ ἕτερον συμβαλλόμενον Μέρος. Τὰ συμβαλλόμενα Μέρη θὰ χαρακτηρίζουν ἀμοιβαίως καὶ ἐγκαίρως τὰς ἀποστολὰς τοῦ ἐπιστολικοῦ ταχυδρομείου καὶ τὰς τοιαύτας τῶν ταχυδρομικῶν δεμάτων καταγωγῆς τοῦ ἑνὸς συμβαλλομένου Μέρους καὶ προορισμοῦ τρίτης τινος χώρας αἱ ὁποῖαι θὰ διαβιβάζονται διὰ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἑτέρου συμβαλλομένου Μέρους.

Περιπτώσεως τυχοῦσης, τὰ συμβαλλόμενα Μέρη θὰ γνωστοποιοῦν ἀμοιβαίως τὴν χρησιμοποιητέαν ὁδὸν διαβίβασεως.

2. Αἱ ἀποστολαὶ καταγωγῆς τοῦ ἑνὸς τῶν συμβαλλομένων Μερῶν αἱ ἀπευθυνόμεναι πρὸς τρίτας χώρας θὰ ἀποστέλλονται ὑπὸ τοῦ ἑτέρου συμβαλλομένου Μέρους, διὰ τῆς ταχυτέρας ὁδοῦ, τῆς χρησιμοποιουμένης ὑπ' αὐτοῦ τούτου διὰ τὰς ἰδίας αὐτοῦ ἀποστολὰς.

Ἄρθρον 9.

Εἰς τὴν ἀμοιβαίαν αὐτῶν ὑπηρεσίαν τὰ ἀνταλλακτικὰ γραφεῖα τοῦ ἑνὸς ἐκ τῶν συμβαλλομένων Μερῶν δύνανται νὰ χρησιμοποιοῦν διὰ τὴν σύνθεσιν τῶν ἀποστολῶν αὐτῶν, τοὺς ταχυδρομικοὺς σάκκους τοῦ ἑτέρου συμβαλλομένου Μέρους.

Ἄρθρον 10.

1. Τὰ συστημένα ἀντικείμενα τὰ ἀνταλλασσόμενα μεταξύ τῶν δύο συμβαλλομένων Μερῶν, θὰ διαβιβάζονται ἐπὶ τῇ βάσει ὀλικῆς ἐγγραφῆς ἐπὶ τῶν φύλλων εἰδοποιήσεως, ἐξαιρέσεως γενομένης διὰ τὰ διαβατικὰ ἀντικείμενα τὰ ἀπερικαλύπτως διαβατικὰ προορισμοῦ τρίτης τινος χώρας τὰ ἐκ νέου ἀποστελλόμενα καὶ ἐπιστρεφόμενα τὰ ὁποῖα θὰ ἐγγράφονται ἀναλυτικῶς ἐπὶ τῶν φύλλων εἰδοποιήσεως (ἢ ἐπὶ τῶν εἰδικῶν φύλλων).

2. Ἐν περιπτώσει ἀπωλείας ταχυδρομικοῦ ἀντικειμένου ὀλικῶς ἐγγεγραμμένου ἢ σχετικῆ ἀποζημίωσις θὰ πληρωθῇ ἰσομερῶς ὑπὸ τῶν συμβαλλομένων Μερῶν.

Ἄρθρον 11.

1. Τὸ ἀνώτατον ποσὸν τῆς δηλουμένης ἀξίας τῶν ἐπιστολῶν μετὰ δεδηλωμένης ἀξίας καθορίζεται εἰς 1.000 (χίλια) χρυσᾶ φράγκα.

2. Αἱ μετὰ δεδηλωμένης ἀξίας ἐπιστολαὶ δὲν δύνανται νὰ περιέχουν ἀντικείμενα ὑποκείμενα εἰς τελωνειακὰ δικαιώματα.

Ἄρθρον 12.

1. Εἰς τὰς ἀμοιβαίας αὐτῶν σχέσεις γίνονται δεκτὰ συνήθη δέματα, δέματα μετὰ δεδηλωμένης ἀξίας, δυσμετακόμιστα καὶ τοιαῦτα μετ' ἀποδείξεως παραλαβῆς.

Αἱ ἀνακοινώσεις ἐπὶ τοῦ ἀποκόμματος τοῦ δελτίου ἀποστολῆς γίνονται δεκταί.

2. Τὸ ἀνώτατον δεκτὸν βᾶρος διὰ τὰ ταχυδρομικὰ δέματα τὰ ἀποστελλόμενα διὰ τῆς ὁδοῦ ἐπιφανείας καὶ ἀεροπορικῆς τοιαύτης, καθορίζεται εἰς 20 χιλιόγραμμα τὸ μέγιστον ποσὸν τῆς δηλώσεως δεδηλωμένης ἀξίας καθορίζεται εἰς 1.000 χρυσᾶ φράγκα διὰ τὰ δέματα τὰ μεταφερόμενα διὰ τῆς ὁδοῦ ἐπιφανείας καὶ ἀεροπορικῆς τοιαύτης.

Ἄρθρον 13.

Τὰ τελικὰ καὶ διαβατικὰ τέλη τὰ ἀποδιδόμενα εἰς τὰ συμβαλλόμενα Μέρη διὰ τὰ μεταξύ αὐτῶν ἀνταλλασσόμενα ταχυδρομικὰ δέματα καθορίζονται συμφώνως πρὸς τὰς ἐν ἰσχύϊ διατάξεις τοῦ Κανονισμοῦ τοῦ ἀφορῶντος τὰ ταχυδρομικὰ δέματα.

Ἄρθρον 14.

1. Εἰς τὰς ἀμοιβαίας αὐτῶν σχέσεις, τὰ συνήθη δέματα ἐγγράφονται ἐπὶ τοῦ φύλλου διαδρομῆς, ὀλικῶς, κατὰ τὴν τάξιν τῶν κλιμάκων βάρους καὶ μὲ τὴν ἔνδειξιν τῆς ὀλικῆς ἐκπτώσεως δι' ἐκάστην κλίμακα βάρους.

2. Τὰ δέματα μετὰ δεδηλωμένης ἀξίας, τὰ δυσμετακόμιστα, τὰ ἐκ νέου ἀποστελλόμενα, τὰ ἐπιστρεφόμενα, τὰ διαβατικὰ καὶ τὰ ἀπερικαλύπτως διαβιβαζόμενα τοιαῦτα προορισμοῦ τρίτων χωρῶν ἐγγράφονται ἐπὶ τοῦ φύλλου διαδρομῆς ἀναλυτικῶς μὲ ὅλας τὰς ἀναγκαίας ἐνδείξεις.

Ἄρθρον 15.

Ἐκαστον τῶν συμβαλλομένων Μερῶν παραιτεῖται τῆς ἀποζημιώσεως τῶν ἀεροπορικῶν κομίστρων εἰς τὸ ἔσω-τερικὸν τῆς χώρας διὰ τὰ ἀντικείμενα ἀνταποκρίσεως καὶ τὰ δέματα, καταγωγῆς τοῦ ἑτέρου συμβαλλομένου Μέρους.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ III

Διατάξεις ἀφορῶσαι τὰς Ὑπηρεσίας Τηλεπικοινωνιῶν.

Ἄρθρον 16.

Τὰ συμβαλλόμενα Μέρη θὰ καταβάλουν συστηματικὰς προσπάθειας διὰ τὸν ἐκσυγχρονισμόν τῶν μέσων ἐπικοινωνίας.

ωνίας τὰ ὁποῖα χρησιμοποιοῦν αἱ δύο Χῶραι καὶ κυρίως διὰ τὴν ταχειᾶν ἐγκατάστασιν συγχρόνου δικτύου τὸ ὁποῖον θὰ ἀντικαταστήσῃ τὴν νῦν ὑφισταμένην ἐναέριον γραμμὴν.

Ἄρθρον 17.

Τὰ τελικὰ καὶ διαβατικὰ τέλη τῶν τηλεπικοινωνιῶν καθορίζονται συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῶν Κανονισμῶν τηλεγραφικοῦ καὶ τηλεφωνικοῦ, προσηρηθέντων εἰς τὴν ἐν ἰσχύϊ Διεθνῇ Σύμβασιν Τηλεπικοινωνιῶν καὶ συμφώνως πρὸς τὰς ἐν ἰσχύϊ Διατάξεις τῆς C.C.I.T.T.

Ἄρθρον 18.

1. Εἰς τὴν τηλεγραφικὴν ὑπηρεσίαν μεταξὺ τῶν δύο Χωρῶν γίνονται δεκταὶ αἱ ὑπηρεσίαι καὶ αἱ κατηγορίαι τῶν τηλεγραφημάτων αἱ ὁποῖαι ἐμφαίνονται εἰς τὸν ἐν ἰσχύϊ τηλεγραφικῶν Κανονισμῶν, ἐκτὸς τῶν τηλεγραφημάτων μετ' ἀπαντήσεως πληρωμῆς.

2. Ἡ μυστικὴ γλώσσα δὲν γίνεται δεκτὴ εἰς τὰ ἰδιωτικὰ τηλεγραφήματα.

Ἄρθρον 19.

Εἰς τὴν τηλεφωνικὴν ὑπηρεσίαν μεταξὺ τῶν δύο Χωρῶν γίνονται δεκταὶ αἱ κατηγορίαι τῶν τηλεφωνικῶν συνδιαλέξεων αἱ ὁποῖαι ἐμφαίνονται εἰς τὸν ἐν ἰσχύϊ Τηλεφωνικῶν Κανονισμῶν, ἐξαίρεσεως γενομένης διὰ τὰς συνδιαλέξεις τὰς πληρωτέας εἰς τὴν ἀφίξιν.

Ἄρθρον 20.

Ἡ ὑπηρεσία τηλετυπικῆς ἀνταποκρίσεως μεταξὺ τῶν δύο Χωρῶν θὰ αὐτοματοποιηθῇ ἐξ ὀλοκλήρου εὐθὺς ὡς αἱ τεχνικαὶ προϋποθέσεις εἰς τὰς δύο Χώρας τὸ ἐπιτρέψουν.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ IV.

Ἐγκαταρτίσεις Λογαριασμῶν.

Ἄρθρον 21.

1. Οἱ ἀμοιβαῖοι λογαριασμοὶ οἱ ἀφορῶντες τὰς ταχυδρομικὰς καὶ τηλεπικοινωνιακὰς ὑπηρεσίας καταρτίζονται ἐπὶ τῇ βάσει τῆς νομισματικῆς μονάδος τοῦ χρυσοῦ φράγκου, τῆς καθοριζομένης εἰς τὴν ἐν ἰσχύϊ Διεθνῇ Σύμβασιν Τηλεπικοινωνιῶν καὶ εἰς τὴν ἐν ἰσχύϊ Παγκόσμιον Ταχυδρομικὴν Σύμβασιν.

2. Οἱ λογαριασμοὶ οἱ ἀφορῶντες τὰς ταχυδρομικὰς καὶ τηλεπικοινωνιακὰς ὑπηρεσίας, οἱ ἐμφαινόμενοι εἰς τὴν παρούσαν Συμφωνίαν, ἐκτὸς τῶν λογαριασμῶν τοῦ διαβατικοῦ ταχυδρομείου καὶ τῶν λογαριασμῶν διεθνῶν ἐνσήμων ἀπαντήσεως, καταρτίζονται ἀνὰ τρίμηνον.

3. Τὸ τελικὸν ὑπόλοιπον τακτοποιεῖται συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῶν ἐν ἰσχύϊ Πράξεων τῆς Παγκοσμίου Ταχυδρομικῆς Ἐνώσεως καὶ τῆς Διεθνούς Ἐνώσεως Τηλεπικοινωνιῶν.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ V.

Ἐπιστημονικὴ καὶ Τεχνικὴ Συνεργασία.

Ἄρθρον 22.

1. Τὰ συμβαλλόμενα Μέρη ἀναγνωρίζουν τὸ πλεονέκτημα κοινῆς συνεργασίας εἰς τὸν τομέα τῆς τυποποιήσεως καὶ τῆς ἐνοποιήσεως τῶν ἐξοπλισμῶν καὶ τῶν ταχυδρομικῶν καὶ τηλεπικοινωνιακῶν ὑπηρεσιῶν ὡς καὶ ἐπὶ τῶν μεθόδων ἐκμεταλλεύσεως.

Πρὸς τοῦτο, τὰ συμβαλλόμενα Μέρη θὰ ἐνημεροῦνται ἀμοιβαίως ἐπὶ τῶν τεχνικῶν αὐτῶν ἐμπειριῶν καὶ τῶν τοιούτων ἐκμεταλλεύσεως, ὡς καὶ ἐπὶ τῶν θεμάτων ἐπαγγελματικῆς ἐκπαιδεύσεως τοῦ προσωπικοῦ.

2. Τὰ προβλήματα, τὰ ὁποῖα ἤθελον προκύψει ἐκ τῆς ἐφαρμογῆς τοῦ παρόντος ἄρθρου, θὰ ρυθμισθοῦν διὰ κερωρισμένων συμφωνιῶν, ἐπὶ τῇ βάσει τῆς κοινῆς ἐπιστημονικῆς καὶ τεχνικῆς συνεργασίας, συναπτομένων μεταξὺ τῶν Κυβερνήσεων τῶν συμβαλλομένων Μερῶν.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ VI.

Τελικὰ Διατάξεις.

Ἄρθρον 23.

Τὰ θέματα τὰ ὁποῖα δὲν τυγχάνουν ρυθμίσεως ὑπὸ τῆς παρουσίας Συμφωνίας ἀλλὰ εἶναι συναφῆ πρὸς τὴν ἐκτε-

λεσιν ταύτης ρυθμίζονται μεταξὺ τῶν συμβαλλομένων Μερῶν διὰ τῆς ὁδοῦ τῆς ἀλληλογραφίας.

Ἄρθρον 24.

Διὰ πᾶν ὅ,τι δὲν προβλέπεται ὑπὸ τῆς παρουσίας Συμφωνίας, εἰς τὰς ἀμοιβαίας σχέσεις, εἶναι ἐφαρμοστέαι αἱ ἐν ἰσχύϊ διατάξεις τῆς Παγκοσμίου Ταχυδρομικῆς Ἐνώσεως καὶ τῆς Διεθνούς Ἐνώσεως Τηλεπικοινωνιῶν.

Ἄρθρον 25.

Οἱ εἰδικαὶ τῶν συμβαλλομένων Μερῶν δύνανται νὰ πραγματοποιοῦν κατ' ἔτος συνελεύσεις, μὲ ἀμοιβαίαν ἔδραν διὰ τὴν ἐξέτασιν τῆς καταστάσεως τῶν πραγματοποιουμένων ὑπηρεσιῶν εἰς τὸν τομέα τῶν Ταχυδρομειῶν καὶ Τηλεπικοινωνιῶν καὶ διὰ τὴν λήψιν τῶν ἀναγκαίων μέτρων διὰ τὴν βελτίωσιν καὶ τὴν διεύρυσιν αὐτῶν.

Ἄρθρον 26.

1. Ἡ παροῦσα Συμφωνία θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ μετὰ τὴν ἐπικύρωσιν ἐκ μέρους τῶν Κυβερνήσεων τῶν δύο Χωρῶν καὶ θὰ ἐφαρμόζεται δι' ἀπροσδιόριστον χρονικὸν διάστημα ἀπὸ τῆς ἡμέρας λήψεως τῆς δευτέρας ἐκ τῶν διακοινώσεων διὰ τῶν ὁποίων τὰ συμβαλλόμενα Μέρη θὰ ἐνημερωθοῦν ἀμοιβαίως ὅτι αἱ Κυβερνήσεις των τὴν ἐπεκύρωσαν.

2. Ἐκαστὸν συμβαλλόμενον Μέρος ἔχει τὸ δικαίωμα νὰ τὴν καταγγεῖλῃ δι' ἐγγράφου εἰδοποιήσεως κατατιθέμενης ἐξ μῆνας ἐνωρίτερον. Ἡ καταγγελία δύναται νὰ θίγῃ ἐπίσης διάφορα κεφάλαια ἢ ἄρθρα τῆς Συμφωνίας. Ἐν τῇ περιπτώσει ταύτῃ ἡ Συμφωνία θὰ παραμείνῃ ἐν ἰσχύϊ διὰ τὰ λοιπὰ κεφάλαια ἢ ἄρθρα.

3. Τὰ συμβαλλόμενα Μέρη ἐπιφυλάσσουν ἑαυτοῖς τὸ δικαίωμα τροποποιήσεως ἢ συμπληρώσεως, διὰ κοινῆς συμφωνίας, τῶν διατάξεων τῆς Συμφωνίας ταύτης.

Ἄρθρον 27.

Ἡ παροῦσα Συμφωνία ἀκυροῖ τὴν Συμφωνίαν μεταξὺ τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Βουλγαρίας καὶ τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος διὰ τὰς ταχυδρομικὰς ἐπικοινωνίας καὶ τὰς τηλεπικοινωνίας, τὴν ὑπογραφεῖσαν ἐν Ἀθήναις τὴν 9ην Ἰουλίου 1964.

Ἄρθρον 28.

Ἡ παροῦσα Συμφωνία ὑπεγράφη εἰς Ἀθήναις τὴν 16ην Νοεμβρίου 1973.

Ἐγένετο εἰς δύο αὐθεντικὰ ἀντίτυπα εἰς γαλλικὴν γλῶσσαν. Τὰ δύο κείμενα ἔχουν τὴν αὐτὴν αὐθεντικότητα.

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας.

ΛΑΜΠΡΟΣ ΕΥΤΑΞΙΑΣ

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Βουλγαρίας.
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΚΑΡΑΜΑΝΩΦ

Ἄρθρον δεῦτερον.

Ἡ ἰσχὺς τῆς διὰ τοῦ παρόντος κυρουμένης Συμβάσεως ἄρχειται κατὰ τὰ ἐν ἄρθρῳ 26 αὐτῆς ὀριζόμενα.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 15 Ἰουνίου 1974

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΦΑΙΔΩΝ ΓΚΙΖΙΚΗΣ

ΣΤΡΑΤΗΓΟΣ

ΤΟ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟΝ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΝ

Ο ΠΡΩΘΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΑΔΑΜΑΝΤΙΟΣ ΑΝΔΡΟΥΤΣΟΠΟΥΛΟΣ

ΤΑ ΜΕΛΗ

ΚΩΝΣΤ. ΡΑΛΛΗΣ, ΗΛ. ΜΠΑΛΟΠΟΥΛΟΣ, ΣΠΤΡ. ΤΕΤΕΝΕΣ, ΒΑΣ. ΤΣΟΤΜΠΑΣ, ΓΕΩΡΓ. ΤΣΟΤΜΑΝΗΣ, ΔΗΜ. ΤΣΑΚΩΝΑΣ, ΠΑΝ. ΧΡΗΣΤΟΥ, ΤΖΩΡ. ΤΖΩΡΤΖΑΚΗΣ, ΓΕΩΡΓ. ΑΝΑΣΤΑΣΟΠΟΥΛΟΣ, ΠΑΝ. ΠΑΠΑΡΟΛΟΠΟΥΛΟΣ, ΤΡΤΦ. ΤΡΙΑΝΤΑΦΥΛΛΑΚΟΣ, ΑΛΕΞ. ΤΖΑΒΕΛΛΑΣ, ΚΩΝΣΤ. ΣΚΙΑΛΟΠΟΥΛΟΣ.

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 18 Ἰουνίου 1974

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΣΤΥΛΙΑΝΟΣ ΤΡΙΑΝΤΑΦΥΛΛΟΥ

ΑΠΟΦΑΣΕΙΣ

(1)

Περὶ ἐγκρίσεως τοῦ ἐν Ἀθήναις τὴν 19ην Ἰανουαρίου 1974 ὑπογραφέντος 3ου Προσθέτου Πρωτοκόλλου εἰς τὴν Μακροπρόθεσμον Ἐμπορικὴν Συμφωνίαν μεταξύ Ἑλλάδος-Γιουγκοσλαύτας».

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ
Ο ΠΡΩΘΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΚΑΙ ΥΠΟΥΡΓΟΣ ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ
ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ ΚΑΙ ΕΜΠΟΡΙΟΥ

Ἐχόντες ὑπ' ὄψιν τὰς διατάξεις τοῦ ἀρθροῦ VII περὶ συστάσεως Μικτῆς Ἐπιτροπῆς, τῆς Μακροπρόθεσμου Ἐμπορικῆς Συμφωνίας μεταξύ Ἑλλάδος καὶ Γιουγκοσλαύτας ὑπογραφείσης ἐν Βελιγραδίῳ τὴν 28ην Σεπτεμβρίου 1966 καὶ κυρωθείσης διὰ τοῦ ὑπ' ἀριθμ. 773/19 Δεκεμβρίου 1970 Νομοθετικοῦ Διατάγματος δημοσιευθέντος εἰς Φ.Ε.Κ. Α' 14/21.1.1974, ἀποφασίζομεν :

Ἐγκρίνομεν ὡς ἔχει καὶ ἐν τῷ συνόλῳ του τὸ ἐν Ἀθήναις τὴν 19ην Ἰανουαρίου 1974 ὑπογραφέν Τρίτον πρόσθετον Πρωτόκολλον τῆς Μικτῆς Ἑλληνο-Γιουγκοσλαυτικῆς Ἐπιτροπῆς.

Τὸ κείμενον τοῦ Πρωτοκόλλου ἔπεται ἐν πρωτοτύπῳ εἰς τὴν Γαλλικὴν γλῶσσαν καὶ ἐν μεταφράσει εἰς τὴν Ἑλληνικὴν.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 16ῃ Φεβρουαρίου 1974

Ο ΠΡΩΘΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΚΑΙ ΥΠΟΥΡΓΟΣ ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ

ΑΔΑΜΑΝΤΙΟΣ ΑΝΔΡΟΥΤΣΟΠΟΥΛΟΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ

ΕΜΠΟΡΙΟΥ

ΣΠΥΡΙΔΩΝ ΤΕΤΕΝΕΣ

ΓΕΩΡΓ. ΑΝΑΣΤΑΣΟΠΟΥΛΟΣ

TROISIEME PROTOCOLE ADDITIONNEL

à l'Accord Commercial à long terme entre la République de Grèce et la République Socialiste Fédérative de Yougoslavie.

Le Comité Mixte prévu à l'article VII de l'Accord Commercial à long terme entre la République de Grèce et la République Socialiste Fédérative de Yougoslavie, signé à Beograd le 28 septembre 1966, s'est réuni à Athènes du 14 au 19 janvier 1974.

Les deux Délégations sont convenues de ce qui suit :

Article premier.

A partir du 1er janvier 1974 et jusqu'au 31 décembre 1974 les échanges commerciaux entre les deux pays s'effectueront, entre autres, et dans le cadre des contingents mentionnés dans les listes ci-après :

A. LISTE DES EXPORTATIONS YOUGOSLAVES

Marchandises	Quantité en tonnes	Valeur en 000\$
I. Produits agricoles et d'élevage, dont :		
— Bovins et viande de boeuf	20.000	
— Menu bétail et viande de menu bétail	10.000	
— Bétail d'élevage *		500
— Conserves de viande et charcuterie		250
— Fromage	1.200 P.A.	
— Autres produits agricoles		1.000
II. Produits de l'industrie du bois et du papier, dont :		
— Bois et produits de bois		6.500
— Maisons préfabriquées		P.M.
— Produits de l'industrie du papier (y compris papier journal)		500

* L'importation sera réalisée à condition que le bétail soit accompagné des certificats officiels garantissant la lignée génétique (pedigree).

III. Métaux, machines, véhicules et divers produits industriels, dont : 22.000

— Equipement ; machines pour l'industrier, machines-outils.		
— Machines agricoles, tracteurs etc.		
— Transformateurs d'une puissance égale ou inférieure à 1600 KWH, machines génératrices d'une puissance égale ou inférieure à 20 KWH, électromoteurs d'une puissance égale ou inférieure à 500 CV, moteurs diesel et semi-diesel d'une puissance égale ou inférieure à 50 CV **.		
— Matériel de télécommunication.		
— Véhicules : automobiles, autobus, camions, motocyclettes et autres.		
— Matériel électrique : appareils électriques de ménage, microelectromoteurs, câbles et autres .		
— Divers produits et articles en fer, en acier et en autres métaux.		
— Matériel roulant (locomotives, wagons, rails, aiguillages)		P.M.
— Produits sidérurgiques laminés (y compris 10.000 ton. de toles épais-ses)		3.000
— Zinc	3.000	
IV. Produits chimiques et pharmaceutiques 2.000		
V. Tissus.		
— Tissus decoton		500
— Autres tissus et articles textiles (y compris vêtements et autres accessoires confectionnés de vêtements en tissus et tricotage)		400
— Fibres synthétiques, acryliques et artificielles.		2.000
VI. Articles en céramique et en porcelaine articles sanitaires etc. 250		
VII. Autres produits industriels 1.500		

B. LISTE DES EXPORTATIONS HELLENIQUES

Marchandises.	Quantité en tonnes	Valeur en 000 \$
I. Produits agricoles et d'élevage, dont :		
— Coton	8.000	
— Déchets de coton et linters	2.000	
— Peaux brutes de menu bétail		1.600
— Peaux picklées		200
— Agrumes		3.500
— Raisins secs et figues sèches		1.500
— Olives		750
— Huile d'olives		P.M.
— Poissons frais, congelés etc.		P.M.
— Riz		P.M.
— Boissons alcooliques		200
— Autres produits agricoles		750
II. Minerais.		
— Minerais de chrome	10.000	
— Minerais de manganèse	10.000	
— Caolin		6.000
— Amiante		1.000
— Concentrés de minerai de zinc		P.M.
III. Produits industriels		
a) Produits sidérurgiques laminés et étirés, dont :		
— Tôles de fer, y compris tôles décapées et autres produits en fer, en acier et en fonte		90.000

** L'importation en Grèce des machines mentionnées dans ce poste est soumise à l'autorisation préalable du Ministère de l'Industrie.

-- Tôles en fer blanc	40.000	
b) Aluminium	P.M.	
c) Matériel électrique, appareils électriques de ménage, réfrigérateurs, piles sèches, câbles etc.	1.300	
d) Divers produits en métaux (lames à raser, coutellerie, appareils pour l'usage domestique, poêles, réchauds à pétrole, articles de robinetterie etc.)	1.500	
e) Colophane	P.M.	
f) Ciment et clinker	100.000	
g) Camions légers agricoles	P.M.	
h) Pneux et chambres à air	1.000	
i) Tubes de polivinilium	250	
j) Autres produits en matière plastique	350	
k) Matériel d'isolation, plaques, tubes et tuyaux en amiante-ciment	300	
l) Textiles (fils de coton et de laine, tissus de coton et de laine, vêtements et autres accessoires confectionnés de vêtements en tissus et tricotage, rideaux, tissus synthétiques et tissus élastiques etc.)	3.300	
m) Produits de cuir (chaussures etc.)	500	
n) Produits chimiques et pharmaceutiques	1.000	
o) Produits de l'industrie alimentaire (jus de fruits naturels et concentrés, etc.)	1.500	
p) Polystyrène	P.M.	
q) Soufre en poudre	3.500 P.M.	
r) Articles en céramique et en porcelaine, articles sanitaires etc.	1.200	
s) Produits pétroliers raffinés	P.M.	
t) Autres produits industriels, y compris machines agricoles	2.000	

Article 2.

Les deux Gouvernements s'engagent à autoriser l'importation et l'exportation des marchandises mentionnées dans les listes ci-haut A et B au cas où une autorisation est nécessaire selon la législation en vigueur dans le pays respectif et au moins jusqu'à la quantité ou la valeur indiquée.

Il reste entendu que les listes ne sont pas limitatives, de sorte que d'autres marchandises peuvent faire l'objet de l'échange réciproque entre les deux pays, ainsi que des quantités ou des valeurs au delà de celles indiquées.

Article 3.

Il est entendu que les marchandises importées dans chacun de deux pays seront destinées à la consommation intérieure du pays importateur, à moins que les autorités compétentes ne s'entendent autrement.

Article 4.

Le présent Protocole, faisant partie intégrante de l'Accord Commercial à long terme du 28 septembre 1966, entré en vigueur le 16 décembre 1971, sera appliqué provisoirement, avec effet rétroactif à partir du 1er janvier 1974 et entrera en vigueur après son approbation par les Gouvernements respectifs.

Fait à ATHENES le 19 janvier 1974 en double exemplaire en langue française.

Pour le Gouvernement de la République de Grèce

ATH. ANDREOPOULOS

Pour le Gouvernement de la République Socialiste Fédérative de Yougoslavie

ALEKSANDAR DRIJACA

ΤΡΙΤΟΝ ΠΡΟΣΘΕΤΟΝ ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΑΟΝ

τῆς μακροπροθέσου Ἐμπορικῆς Συμφωνίας μεταξύ τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Σοσιαλιστικῆς Ὁμοσπονδιακῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαβίας.

Ἡ Μικτὴ Ἐπιτροπὴ τοῦ ἄρθρου VII τῆς μακροπροθέσου Ἐμπορικῆς Συμφωνίας μεταξύ τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Σοσιαλιστικῆς Ὁμοσπονδιακῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαβίας, ὑπογραφείσης εἰς Βελιγράδιον τὴν 28ην Σεπτεμβρίου 1966, συνῆλθεν εἰς Ἀθήνας ἀπὸ 14ης ἕως 19ης Ἰανουαρίου 1974.

Αἱ δύο ἀντιπροσωπεῖαι συμφώνησαν ὅτι ἔπεται :

Ἄρθρον 1.

Ἀπὸ 1ης Ἰανουαρίου 1974 καὶ ἕως 31ης Δεκεμβρίου 1974 αἱ ἐμπορικαὶ ἀνταλλαγαὶ μεταξύ τῶν δύο χωρῶν θὰ διενεργηθοῦν, μεταξύ ἄλλων, καὶ ἐντὸς τῶν κατωτέρω ἐκτιθεμένων πλαισίων :

Α. ΠΙΝΑΞ ΓΙΟΥΓΚΟΣΛΑΥ-ΓΚΩΝ ΕΞΑΓΩΓΩΝ

ΕΜΠΟΡΕΥΜΑΤΑ

Ποσότης Ἀξία εἰς εἰς τόνν. χιλιάδας \$

I. Γεωργικὰ καὶ κτηνοτροφικὰ προϊόντα, ἐξ ὧν :

— Βοοειδῆ καὶ βόειον κρέας	20.000
— Μικρὰ ζῶα (ἀμνοερίφια, χοῖροι κ.π.) καὶ κρέας μικρῶν ζῶων	10.000
— Ζῶα κτηνοτροφικῆς ἐκμεταλλεύσεως (σημ.: ἡ εἰσαγωγὴ θὰ πραγματοποιηθῆ ὑπὸ τὴν προϋπόθεσιν ὅτι τὰ ζῶα θὰ συνοδεύονται ὑπὸ πιστοποιητικῶν ἐπισήμων ἀρχῶν βεβαιουσῶν τὴν γενεαλογικὴν κὴν γραμμὴν.	
— Κονσέρβαι κρέατος καὶ εἶδη ἀλλαντοποιίας	250
— Τυρὸς	1.200 P.A.
— Λοιπὰ γεωργικὰ προϊόντα	1.000

II. Προϊόντα βιομηχανίας ξύλου καὶ χάρτου, ἐξ ὧν :

— Ἐυλεῖα καὶ δασικὰ προϊόντα	6.500
— Προπαρασκευασμένα οἰκίαι	P.M.
— Προϊόντα χαρτοβιομηχανίας (συμπεριλαμβανομένου καὶ δημοσιογραφικοῦ χάρτου)	500

III. Μέταλλα, μηχαναὶ, ὀχήματα καὶ διάφορα βιομηχανικὰ προϊόντα, ἐξ ὧν :

— Ἐξοπλισμὸς, μηχαναὶ βιομηχανίας, ἐργαλειομηχαναὶ.	
— Γεωργικαὶ μηχαναὶ, ἐλκυστήρες κ.π.	
— Μετασχηματισταὶ ἰσχύος ἕως 1600 KWH, γενήτριαι ἰσχύος ἕως 20 KWH, ντιζελομηχαναὶ καὶ ἡμι-ντιζελομηχαναὶ ἰσχύος ἕως 50 CV.	
(Σημ.: Ἡ εἰς τὴν Ἑλλάδα εἰσαγωγὴ τῶν μηχανῶν τούτων ὑπόκειται εἰς τὴν προτέραν ἄδειαν τοῦ Ὑπουργείου Βιομηχανίας).	
— Ὑλικὸν τηλεπικοινωνιῶν.	
— Ὀχήματα : αὐτοκίνητα, λεωφορεῖα, φορτηγά, μοτοσυκλέττα κ.ἄ.	
— Ἡλεκτρικὰ εἶδη : οἰκιακὰ ἠλεκτρικὰ μηχαναὶ, μικροηλεκτρονικῆς, καλώδια κ.ἄ.	
— Διάφορα προϊόντα καὶ εἶδη ἐκ σιδήρου, χάλυβος καὶ ἄλλων μετάλλων.	
— Τροχαῖον ὕλικόν (σιδηροδρομικὰ μηχαναὶ, βαγόνια, γραμμαὶ σιδηροδρομικὰ, σιδηροδρομικὰ κλεῖδες)	

P.M.

— Προϊόντα σιδηρουργίας εις ελάσματα (συμπεριλαμβανομένων 10.000 τόννων παχυνών λαμαρινών)	3.000
— Ψευδάργυρος	3.000
IV. Χημικά και φαρμακευτικά προϊόντα	2.000
V. Υφάσματα.	
— Βαμβακερά υφάσματα.	500
— Λοιπά υφάσματα και είδη ύφαντουργίας (συμπεριλαμβανομένων ένδυμάτων και λοιπών έτοιμων ειδών ρουχισμού ύφασματινών ή πλεκτών)	400
— Συνθετικά ίναι, άκρυλικά και τεχνητά	2.000
VI. Είδη κεραμικής και πορσελάνης, είδη ύγιεινής κλ.π.	250
VII. Λοιπά βιομηχανικά προϊόντα	1.500

B. ΠΙΝΑΞ ΕΛΛΗΝΙΚΩΝ ΕΞΑΓΩΓΩΝ

ΕΜΠΟΡΕΥΜΑΤΑ : Ποσότης 'Αξία εις εις τόνν. χιλιάδας \$

I. Γεωργικά και κτηνοτροφικά προϊόντα έξ ών :	
— Βάμβαξ	8.000
— Άπορρίμματα βάμβακος και χνοϋς βάμβακος	2.000
— Άκατέργαστα δέρματα μικρών ζώων (άμνοεριφίων κλ.π.).	1.600
— Κατειργασμένα δέρματα	200
— Ξυνά	3.500
— Σταφίδες και ξηρά σύκα	1.500
— Έλαιαι	750
— Έλαιόλαδον	P.M.
— Νωποί ίχθύες, κατεψυγμένοι ίχθύες κλ.π.	P.M.
— Όρουζα	P.M.
— Οίνοπνευματώδη ποτά	200
— Λοιπά γεωργικά προϊόντα	750
II. Μεταλλεύματα :	
— Μετάλλευμα χρωμίου	10.000
— Μετάλλευμα μαγγανίου	10.000
— Καολίνη	6.000
— Άμιάντος	1.000
Έμπλουτίσματα μεταλλεύματος ψευδαργύρου	P.M.
III. Βιομηχανικά Προϊόντα :	
α) Προϊόντα σιδηρουργίας εις ελάσματα και έξηλασμένα, έξ ών :	
— Λαμαρίναι εκ σιδήρου, συμπεριλαμβανομένων όμαλυνθέντων λαμαρινών και λοιπών σιδηρών προϊόντων, χαλυβδίνων και χυτοσιδηρών τοιούτων	90.000
— Λαμαρίναι εκ λευκοσιδήρου	10.000
β) Άλουμίνιον	P.M.
γ) Ήλεκτρικά είδη : οικιακά ή ηλεκτρικά συσκευαί, ψυγεία, ξηραί στήλαι, καλώδια κλ.π.	1.300
δ) Διάφορα προϊόντα εκ μετάλλου (λεπίδες ξυρίσματος, μαχαιροπήρουνα, συσκευαί οικιακής χρήσεως, θερμάστραι (ξύλάνθρακος κλ.π.), θερμάστραι πετρελαίου, είδη εκ χυτού όρειγάλκου κλ.π.)	1.500

ε) Κολοφώνιον	P.M.
στ) Τσιμέντον και τέφρα	100.000
ζ) Έλαφρά γεωργικά φορτηγά	P.M.
η) Έλαστικά και άεροθάλαμοι	1.000
θ) Σωλήνες εκ πολυβινιλίου	250
ι) Λοιπά προϊόντα εκ πλαστικού	350
ια) Μονωτικά ύλικά, πλάκες, σωλήνες και άγωγοί έξ άμιαντοτσιμέντου	300
ιβ) Υφαντικά ύλαι (νήματα βάμβακος και έριου, υφάσματα βάμβακος και έριου, ένδύματα και λοιπά έτοιμα είδη ρουχισμού υφασμάτινα και πλεκτά, κουρτίναι, συνθετικά υφάσματα και υφάσματα έξ έλαστικού, κλ.π.)	3.300
ιγ) Προϊόντα δέρματος (υποδήματα κλ.π.)	500
ιδ) Χημικά και φαρμακευτικά προϊόντα	1.000
ιε) Προϊόντα βιομηχανίας τροφίμων (χυμοί φρούτων, φυσικοί και συμπετυκνωμένοι, κλ.π.)	1.500
ιστ) Πολυστυρόλιον	P.M.
ιζ) Θείον εις κόνιν	3.500 P.A.
ιη) Είδη κεραμικής και πορσελάνης, είδη ύγιεινής κλ.π.)	1.200
ιθ) Προϊόντα διύλισμένου πετρελαίου	P.M.
κ) Λοιπά βιομηχανικά προϊόντα, συμπεριλαμβανομένων γεωργικών μηχανών	2.000

"Άρθρον 2.

Αί δύο Κυβερνήσεις άναλαμβάνουν την ύποχρέωσιν να έπιτρέπουν την εισαγωγήν και έξαγωγήν των εις τους άνωτέρω πίνακας Α και Β άναφερομένων έμπορευμάτων, όσάκις άπαιτείται τοιαύτη άδεια κατά την κειμένην νομοθεσίαν τής αντίστοιχου χώρας, και έως τής άναγραφομένης ποσότητος ή αξίας, κατ' έλάχιστον όριον.

Συμφωνείται ότι οί πίνακες δέν είναι περιοριστικοί, εις τρόπον ώστε δύνανται να άποτελέσουν τδ άντικείμενον άμοιβαίας μεταξύ των δύο χωρών άνταλλαγής και έτερα έμπορεύματα, ως και ποσότητες ή αξίας πέραν των άνωτέρω άναγραφομένων.

"Άρθρον 3.

Συμφωνείται ότι τα εις εκάστην των δύο χωρών εισαγόμενα προϊόντα προορίζονται δια την έσωτερικήν κατανάλωσιν τής εισαγούσης χώρας, εκτός άλλης συμφωνίας των άρμοδίων άρχων.

"Άρθρον 4.

Τδ παρόν πρωτόκολλον, άποτελοϋν άναπόσπαστον τμήμα τής μακροπροθέσμου Έμπορικής Συμφωνίας τής 28ης Σεπτεμβρίου 1966, τεθείσης έν ισχύϊ την 16ην Δεκεμβρίου 1971, θά έφαρμοσθῆ προσωρινώς, με άναδρομικήν ισχύν άπό 1ης Ιανουαρίου 1974, θά τεθῆ δέ έν ισχύϊ μετά την έγκρισιν του υπό των αντίστοιχων Κυβερνήσεων.

Έγένετο έν Αθήναις, τῆ 19η Ιανουαρίου 1974, εις διπλούν, εις την Γαλλικήν γλώσσαν.

Δια τῆν Κυβέρνησιν τῆς
Έλληνικῆς Δημοκρατίας
ΑΘΑΝΑΣΙΟΣ ΑΝΔΡΕΟΠΟΥΛΟΣ

Δια τῆν Κυβέρνησιν τῆς Σοσιαλιστικῆς
Όμοσπονδιακῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαβίας
ALEKSANDAR DR LJACA